

En Europe, des pénuries de pétrole se profilent à brève échéance.

Tribune parue dans Les Echos le 13 juillet 2021.

Marc Blaizot^a, Alain Lehner^b, Olivier Rech^c.

a. consultant, directeur exploration de Total de 2009 à 2015, administrateur du pôle de compétitivité AVENIA.

b. consultant, directeur de la division valorisation des gisements et président du comité gisement de Total de 2004 à 2011, président du pôle AVENIA de 2013 à 2016.

c. consultant, coauteur des éditions 2007, 2008 et 2009 du World Energy Outlook de l'Agence Internationale de l'Energie.

Le déclin de la production pétrolière est inéluctable pour plusieurs raisons. Mais si les approvisionnements baissent plus rapidement que ne décroît la demande en pétrole, de vives tensions sont à craindre, aussi bien entre pays consommateurs que producteurs, expliquent Marc Blaizot, Alain Lehner et Olivier Rech.

La production pétrolière totale des seize principaux fournisseurs de l'Europe risque de se contracter significativement d'ici à 2030. Parmi ces pays figurent presque tous les grands exportateurs de brut hormis le Brésil, le Canada, le Venezuela et les Emirats arabes unis, dont les exportations sont absorbées par la demande américaine et asiatique. Conséquence du déclin des découvertes et des réserves de pétrole conventionnel, une telle contraction paraît inéluctable au-delà de 2030. Le problème du « pic pétrolier » n'a pas été dissipé, mais seulement retardé par le boom du pétrole de schiste aux Etats-Unis. Face à cette tendance inexorable, les pays membres de l'Union européenne, qui importent autant de pétrole que la Chine, sont vulnérables.

Ce constat est issu de notre analyse parue fin mai, conduite à la demande du ministère des Armées auprès du groupe de réflexion The Shift Project. Elle repose sur un examen critique des données de la société Rystad Energy, référence de l'industrie pétrolière. Elle aboutit à un diagnostic préoccupant concernant l'avenir des approvisionnements de l'Europe, passé à ce jour inaperçu des institutions européennes et des Etats membres. A l'heure où la demande mondiale repart à la hausse, ce diagnostic permet pourtant de comprendre diverses mises en garde d'acteurs industriels de premier plan émises dès avant le gel massif d'investissements entraîné par la crise du Covid.

Le déclin de la production existante est une donnée méconnue en dehors du monde pétrolier, et pose un problème fondamental. Un problème qu'une hausse progressive des cours du brut ou qu'une reprise même forte du pétrole de schiste aux Etats-Unis, hypothèse très incertaine, nous semblent incapables de résoudre de façon durable.

Hors pétrole de schiste, notre diagnostic pointe quatre symptômes convergents : la raréfaction des découvertes ; la diminution de la taille des nouveaux champs ; le déclin marqué de la production de quatorze pays sur seize ; et enfin le taux global de déplétion des

seize pays étudiés (rapport entre le total du pétrole produit et découvert à ce jour dans ces pays) qui atteint un niveau considérable, proche de 70 %. Concernant le pétrole de schiste aux Etats-Unis, il semble que le potentiel de croissance est plus faible qu'au cours de la décennie 2010, et qu'un déclin sera vraisemblablement inévitable durant la décennie 2030.

En conséquence, la production des principaux fournisseurs actuels de l'UE pourrait s'établir au cours de la décennie 2020 à un niveau inférieur de 4 à 10 % au niveau atteint en 2019, avant l'amorce d'un déclin à nos yeux irréversible à partir des années 2030. La situation paraît particulièrement préoccupante pour les pays pétroliers africains.

Hors pétrole de schiste aux Etats-Unis, les perspectives des principaux pays fournisseurs de l'UE tendent vers une contraction de leurs productions d'environ 12 % en 2030 (5,5 millions de barils par jour) par rapport à 2019. Ce déclin pourrait être encore plus sévère si les contraintes administratives, opérationnelles, financières et écologiques se révèlent plus importantes que prévu, pesant sur les investissements. A partir de la décennie 2030, aucun potentiel de développement, champs déjà découverts ou découvertes d'exploration future, ne paraît à même d'enrayer le recul.

Une telle réduction risque d'entraîner une forte hausse du prix du pétrole (avec les conséquences sociales bien connues) et d'exacerber la concurrence voire les conflits géopolitiques entre pays consommateurs. Il est donc primordial de mettre en place rapidement, à l'échelle appropriée, une planification raisonnée de la transition énergétique, visant à ce que le rythme des effets des mesures prises pour réduire la consommation de pétrole soit supérieur à celui du déclin prévisible des approvisionnements.